

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE COATEX

35 RUE AMPERE
BP 8
69730 Genay

Références : UD-R-CRT-25-186
Code AIOT : 0006103999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement SOCIETE COATEX implanté 35 RUE AMPERE ZI LYON NORD 69730 GENAY. L'inspection a été annoncée le 29/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement COATEX (USINE 1) implanté rue de la Champagne ZI LYON NORD 69727 69730 Genay. Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen et de l'étude de dangers, transmises le 3 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE COATEX

- 35 RUE AMPERE ZI LYON NORD 69730 GENAY
- Code AIOT : 0006103999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Sur le site « usine 1 » de Genay classé Seveso seuil haut, COATEX fabrique des additifs de rhéologie (polyuréthanes, polyacryliques et émulsions) qui servent à modifier l'aspect ou l'absorbance de produits dans des domaines divers tels que la peinture, la papeterie, le traitement des minéraux, la détergence ou la cosmétique.

Les installations comprennent des ateliers de production (ateliers 76/AB et 96), des stockages vrac, des entrepôts de matières premières et de produits finis conditionnés ainsi que des moyens généraux et installations annexes.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	BLEVE dépotage	AP Complémentaire du 23/02/2024, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	section VRAC – PhD306 BLEVE lié aux dépotage AA	Autre du 23/02/2024, article EDD - Chap 8 section VRAC	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Section Ateliers - PhD 204bis incendie AT 76	Autre du 23/02/2024, article EDD - Chap 8 section AT 76AB	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	MMR	Autre du 23/02/2024, article Chap 8 section AT 96	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Section Entrepôt - Incendie du PF15	Autre du 23/02/2024, article EDD - Chapitre 8 section entrepôt	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Section Entrepôt - Incendie du PF15	Autre du 23/02/2024, article EDD - Chapitre 8 section entrepôt	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Section MGIA - Local HD1	Autre du 23/02/2024, article EDD - Chapitre 8 section MGIA	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Cotation de la gravité	Autre du 23/02/2024, article 2.10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que certaines informations transmises demeurent incomplètes et nécessitent des justifications complémentaires.

L'exploitant transmettra, dans un délai de deux mois, les compléments demandés dans le cadre de l'instruction de son étude de dangers (EDD) et de sa notice de réexamen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : BLEVE dépotage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, BLEVE dépotage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dépotage de citernes routières d'acide acrylique et autres produits à risques équivalents, sera interdit au poste de dépotage nord du site (proche MP1 et connexe à l'atelier 76AB) à partir du 1er Septembre 2025.</p> <p>L'exploitant devra transmettre les devis signés, correspondants au déplacement des postes de dépotage des citernes d'acide acrylique et d'acétate d'éthyle de la zone MP1 vers les zones MP9 et MP11, pour le 31 décembre 2024 au plus tard.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le déplacement de l'aire de dépotage de l'acrylate d'éthyle (AE) de la zone MP1 vers la zone MP11 (avec les autres produits inflammables). - Le déplacement de l'aire de dépotage de l'acide acrylique (AA) de la zone MP1 vers la zone MP9. - Le maintien de l'aire de dépotage de l'acide méthacrylique (AMA) en zone MP1. L'exploitant indique que le déplacement de cette zone est prévu pour août 2026, étant donné que ce produit n'est pas identifié dans l'APC du 23/02/2024 et qu'il ne peut pas être à l'origine d'un BLEVE (ce point ayant été validé lors de l'inspection du 22/11/2023). <p>L'inspection constate toutefois un écart entre le positionnement actuel de l'aire de dépotage AMA et celui figurant dans l'étude de dangers (EDD) du 01/07/2025, qui indique que l'acide méthacrylique est dépoté sur l'aire de dépotage MP9.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande 1 :</p> <p>L'exploitant devra mettre à jour son EDD et sa notice afin de prendre en compte l'ensemble des phénomènes dangereux (PhD) liés au dépotage de l'AMA en zone MP1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : section VRAC – PhD306 BLEVE lié aux dépotage AA

Référence réglementaire : Autre du 23/02/2024, article EDD - Chap 8 section VRAC
Thème(s) : Risques accidentels, PhD 306 : BLEVE d'une citerne routière d'acide acrylique (AA) sur MP9
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe EDD : Nœud papillon NP 306 - Stockages Vrac</p> <p>=> incendie ayant pour origine le camion : probabilité C</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier la probabilité cotée C (événement improbable, 10^4 à 10^3) d'un "incendie ayant pour origine le camion", phénomène pouvant être à l'origine du BLEVE.</p> <p>L'exploitant indique que, pour qu'un tel incendie se produise, il faut simultanément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une source d'ignition, cotée A (événement courant, $\geq 10^2$), - Un épandage accidentel, lié à une erreur humaine, cotée B (événement probable, 10^3 à 10^2), compte tenu de la présence de deux personnes indépendantes (le chauffeur du camion et l'opérateur COATEX) présentes simultanément lors du dépotage. <p>Sur site, l'inspection interroge l'opérateur chargé du dépotage. Celui-ci confirme que, pour le dépotage de l'AA, la présence conjointe du conducteur et de l'opérateur est nécessaire : le conducteur se charge des jonctions côté camion, tandis que l'opérateur s'occupe des jonctions côté cuve.</p> <p>L'inspection relève une incohérence entre l'explication apportée par l'exploitant et le nœud papillon figurant dans l'étude de dangers (EDD), tout en notant que la probabilité associée au phénomène reste inchangée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 2 :</p> <p>L'exploitant devra mettre en cohérence le nœud papillon du PhD 306 avec les explications fournies en séance. Il devra également vérifier et ajuster la cohérence des autres nœuds papillons, si nécessaire.</p> <p>Demande 3 :</p> <p>L'exploitant devra, le cas échéant, mettre à jour la cotation de la probabilité en se référant au guide INERIS «DRA 71 - Opération B : Proposition d'une méthode semi-quantitative d'évaluation</p>

des probabilités d'inflammation» de 2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Section Ateliers - PhD 204bis incendie AT 76

Référence réglementaire : Autre du 23/02/2024, article EDD - Chap 8 section AT 76AB
Thème(s) : Risques accidentels, PhD 204bis - Incendie AT76
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe EDD :Fiche de calcul PhD 204bisPour les types de produits présents dans les ateliers (produits oxygénés) le débit de pyrolyse maximal est de l'ordre de 35 g/m²/s.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La modélisation, basée sur le modèle GTDLI, semble sous-estimée. En effets, les distances obtenues avec de l'éthanol (25 g/m²/s) sont de SEI/SEL/SELS = 30/25/20m et avec des hydrocarbures (55 g/m²/s) sont de SEI/SEL/SELS = 45/35/30m. Les distances affichées dans l'EDD sont SEI/SEL/SELS = 35/25/17 m. - Les probabilités ne sont pas justifiées, notamment la cotation de la source d'ignition. - Malgré le positionnement en MMR rang 2 dans la matrice d'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source (cf. circulaire du 10 mai 2010), aucune mesure de maîtrise des risques n'est identifiée dans le nœud papillon.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 4 :</p> <p>L'exploitant devra mettre à jour et justifier le PhD 204bis, en précisant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les données d'entrée utilisées pour les modélisations et, le cas échéant, la mise à jour des distances d'effets, - la justification du calcul de la gravité et, si nécessaire, la mise à jour de la cotation, - la justification des probabilités retenues et, le cas échéant, la refonte du nœud papillon, - les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre le cas échéant, selon la matrice de criticité de l'étude de dangers (à prévoir pour un accident classé en MMR rang 2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : MMR

Référence réglementaire : Autre du 23/02/2024, article Chap 8 section AT 96
Thème(s) : Risques accidentels, PhD 101VCE AT 96
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>MMR 64 : Asservissement de sécurité sur un automate de sécurité par fermeture des vannes d'alimentation sur température très basse ou perte d'agitation avec arrêt des injections (PFD : 10^{-2})</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la fiche de synthèse MMRI – MMR 64. L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le niveau de confiance est calculé à partir des données issues du logiciel de maintenance ($8,19.10^{-3} < 10^{-2}$). Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. - Le schéma de fonctionnement mentionne une sonde de température basse TRICZ31502, une sonde d'agitation SRIZ31502 ainsi que trois vannes à fermer : RZ31620, RZ31711 et RZ31812. <p>L'exploitant présente ensuite le PID détaillé, illustrant le fonctionnement du réacteur R315 et indiquant, en jaune, les organes classés en MMR, et en gris, ceux classés en SCS. L'inspection relève un écart : la sonde de température TRICZ31501 y figure comme MMR, tandis que les sondes TRICZ31502 et SRIZ31502, identifiées comme MMRI dans la fiche de synthèse, n'y apparaissent pas.</p> <p>L'inspection demande la production du dernier rapport de contrôle de vérification. L'exploitant présente le dernier contrôle annuel, daté du 3 octobre 2025 (le précédent ayant eu lieu le 25 septembre 2024, soit un intervalle d'un an et une semaine).</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La vérification de l'asservissement entre la sonde d'agitation et la sonde de température, et les trois vannes de fermeture du process. - La sonde de température TRICZ31502 (MMRI) est vérifiée par différence de mesure avec la sonde TRICZ31501 (SGS), sans étalonnage réalisé par ailleurs selon les informations fournies par l'exploitant.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 5 : L'exploitant devra mettre à jour son PID et justifier du bon étalonnage de la sonde de température TRICZ31502, classée MMRI.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Section Entrepôt - Incendie du PF15

Référence réglementaire : Autre du 23/02/2024, article EDD - Chapitre 8 section entrepôt
Thème(s) : Risques accidentels, Flux thermiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe chap. 8 -Note_de_calcul_Incendie_PF15</p> <p>- Cellule 1 : Dimensions cellule : 17,9 * 30,6 * 8,3m / Dimensions stockage : 1 îlot de 20 * 9,5 * 3,4m</p> <p>Stockage à 9m du mur côté Nord-Ouest et 2m côté Nord-Est et à 6,4m de la cellule 2. Bardage simple peau 15 min sur les parois extérieures.</p> <p>- Cellule 2 Dimensions cellule : 23,4 * 11,1 * 8,3m / Dimensions stockage : 1 îlot de 9,1 * 23,4 * 3,4m</p> <p>Stockage à 2m de la cellule 3. Bardage simple peau 15min sur les parois extérieures.</p> <p>- Cellule 3 Dimensions cellule : 23,4 * 11,1 * 8,3m / Dimensions stockage : 1 îlot de 9,1 * 15,6 * 3,4m</p> <p>Stockage à 2m du mur côté Nord-Ouest et 7,8m de la cellule 1. Bardage simple peau 15min sur les parois extérieures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'inspection a procédé, par sondage, à l'examen de l'entrepôt PF15 et a constaté que la modélisation des flux thermiques associée à ce bâtiment n'est pas cohérente avec la configuration réelle du site. Les écarts observés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un stockage à l'extérieur du bâtiment, en limite de propriété nord-ouest ; - Disposition du stockage à l'intérieur de l'entrepôt différente de celle retenue dans la modélisation (stockage au sol C1 : 12 x 29 m, distance entre C1 et C2 non respectée) ; - Distance entre la C1 et le mur nord-ouest d'environ 1,5 m, contre 9 m dans la modélisation ; - Présence d'un mur ignifugé côté nord-ouest de la C1 non prise en compte dans la modélisation. <p>L'inspection rappelle qu'un constat similaire avait été formulé lors de la visite du 27 juin 2024 concernant le bâtiment PF13, notamment sur le non-respect de la distance entre les murs et les stockages.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande 6 :</p> <p>L'exploitant devra mettre à jour la modélisation des flux thermiques relative à l'entrepôt PF15, afin qu'elle reflète fidèlement la situation réelle du site.</p> <p>Il devra également vérifier plus globalement la cohérence de l'ensemble des modélisations réalisées dans le cadre de son étude de dangers (EDD) avec la configuration actuelle du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Section Entrepôt - Incendie du PF15

Référence réglementaire : Autre du 23/02/2024, article EDD - Chapitre 8 section entrepôt
Thème(s) : Risques accidentels, Toxique au sol
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe chap 8 - Dispersion des fumées toxiques engendrées par un incendie d'entrepôt</p> <p>Pour les feux se développant sur des zones extérieures ou des stockages ne présentant pas de parois coupe-feu (pour MP15, MP5, PF15 et auvent de l'atelier 76) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le débit total des fumées correspond au débit des fumées de combustion auquel se rajoute le débit d'air entraîné lors de l'incendie. Il est calculé conformément au rapport Omega 16, - La hauteur de rejet est prise égale à la hauteur de flamme ; - La température des fumées est prise égale à 265°C ; <p>Composition des fumées : 26,8 kg CO₂, 20,6 kg H₂O, 0,25 kg HCN, 0,425 kg NO₂, 707 kg N₂, 189 kg O₂</p> <p>Débit : 944 kg/s</p> <p>Vitesse ascensionnelle : 9,2 m/s</p> <p>Température : 265 °C</p> <p>Hauteur d'émission (= hauteur de flamme) = 21,2 m</p> <p>Direction d'émission = Verticale</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier les données d'entrée de la modélisation toxique PF15, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les stocks pris en compte pour établir la molécule équivalente, - la différence entre les seuils d'effets associés pour PF13 et PF15, - la hauteur d'émission, - le débit de fumée, - la vitesse ascensionnelle. <p>L'exploitant indique que ces modélisations proviennent de la tierce expertise de 2010 et ne dispose pas d'éléments pour en justifier certains paramètres.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande 7 :</p> <p>L'exploitant devra justifier l'ensemble des données d'entrée utilisées pour la modélisation du PF15 et vérifier leur cohérence avec les recommandations du guide OMEGA 16 de l'INERIS – "Recensement des substances toxiques susceptibles d'être émises par un incendie". Le cas échéant, il devra mettre à jour la modélisation du PF15 afin d'assurer sa conformité.</p> <p>En cas d'écarts constatés, l'exploitant devra vérifier l'ensemble des données d'entrée relatives aux autres modélisations toxiques afin de garantir leur cohérence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Section MGIA - Local HD1

Référence réglementaire : Autre du 23/02/2024, article EDD - Chapitre 8 section MGIA
Thème(s) : Risques accidentels, PhD issus du HD1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chapitre 8- section 5 MGIA : « 1.2 ASPECTS ADMINISTRATIFS » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4510.1 1 - Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 : Zone HD1 : 40 t - 4130.2a - Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation : Bâtiment HD1 : 50 t
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que, malgré le classement ICPE (Seveso seuil bas) de ce local, aucun phénomène dangereux n'a été modélisé dans l'étude de dangers.</p> <p>Sur site, les constats effectués au niveau du local HD1 et de la zone de stockage extérieure associée mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un volume très limité de produits dangereux provenant du centre de recherche, dont l'exploitant indique que le stockage est ponctuel ; - un stockage important d'eau de rinçage, non classée ; - un stockage de DASRI ; - un stockage d'emballages vides ; - un stockage significatif d'eau de scrubber, de nature corrosive. <p>L'exploitant précise que le local HD1 ne contient qu'un volume restreint de produits dangereux et que cet usage n'a pas vocation à évoluer.</p>

L'inspection constate donc un écart entre les données de l'étude de dangers (EDD) et la situation réelle observée sur le terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 8 : L'exploitant devra mettre en cohérence son EDD avec les activités autorisées sur la zone de stockage de déchets HD1 : - soit en étudiant les phénomènes dangereux des activités actuellement autorisées par l'arrêté préfectoral ; - soit en proposant une mise à jour du classement administratif des activités de cette zone révisant à la baisse les quantités de substances dangereuses autorisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Cotation de la gravité

Référence réglementaire : Autre du 23/02/2024, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Noticve de réexamen - Cotation de la gravité
Prescription contrôlée : Les établissements situés dans le voisinage proche de COATEX sont référencés sur la figure 5 «Localisation des établissements aux voisinages du site de COATEX ». Le nombre de personnes présentes par établissement est indiqué au tableau 12.
Constats : L'inspection a examiné le périmètre proche du site afin de vérifier la pertinence de la cotation de la gravité, et a constaté les éléments suivants : - la présence de deux établissements recevant du public (ERP) non pris en compte : LocaRhône et le garage Renault (n° 6 et n° 8 sur la figure 5). L'inspection rappelle que, conformément à la circulaire du 10 mai 2010, tous les ERP doivent être pris en compte ; - deux zones non occupées, acquises par la Métropole en vue d'être transformées en parcelles boisées et clôturées (autour du château d'eau et zone 81, anciennement entreprise BONINCHI) ; - une zone au nord du site, indiquée comme non occupée, clôturée mais portant une pancarte "projet de construction d'un bâtiment d'activité" ; - l'ancienne voie ferrée, située de part et d'autre de l'avenue des Frères Lumières, non clôturée ; ainsi qu'une zone non occupée attenante à LocaRhône, clôturée mais sans portail et en cours de terrassement. L'inspection rappelle que, conformément à la circulaire du 10 mai 2010, et sauf démonstration de l'impossibilité ou de l'interdiction d'accès, la gravité doit être évaluée en considérant au moins une personne exposée.

Par sondage, l'inspection a également examiné les données présentées au tableau 12 et a constaté un écart concernant le nombre de personnes présentes dans l'entreprise ENTREPRISE DE FILIPPIS : 30 personnes sont indiquées dans la notice, alors que 64 personnes sont mentionnées dans les comptes sociaux 2024 (source : pappers.fr).

L'exploitant indique être en attente du retour de la société en vue de la mise à jour de cette information.

L'exploitant indique qu'un projet de ZAC est prévu sur les parcelles libres à l'est du site et prévoit de clôturer l'ensemble du site au premier trimestre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 9 :

L'exploitant devra mettre à jour le calcul de la gravité en intégrant les observations formulées ci-dessus.

Il devra également présenter de manière détaillée les calculs réalisés ayant permis de coter la gravité de l'ensemble des phénomènes dangereux (PhD) sortant du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois